

AUX ÉTATS-UNIS COMME ICI : C'EST PAR NOS LUTTES QUE NOUS IMPOSERONS LE CHANGEMENT !

Après plusieurs jours de fausse incertitude, le résultat de la présidentielle états-unienne est désormais connu. Joe Biden, le candidat démocrate, l'a emporté face au président républicain sortant, Donald Trump. Personne, dans notre camp, ne regrettera le départ de Trump, ce milliardaire, vulgaire, macho et raciste, qui s'est notamment fait connaître par ses tweets nauséabonds déversant quotidiennement sa haine des Noirs, des Latinos, des femmes, des militants et militantes antiracistes... Président qui a toujours servi la classe dont il est issu, la classe capitaliste, Trump laisse derrière lui un lourd bilan : aggravation de violences contre les Noirs, augmentation sans précédent du chômage et de la précarité, centaines de milliards déversés pour sauver les grandes entreprises... C'est sans doute lors de la pandémie de COVID 19 que sa politique au service des riches et des patrons est apparue le plus clairement. Par son refus de tout confinement, pour laisser les mains libres au patronat, il a favorisé la propagation du virus, et les principales victimes, comme toujours, en ont été les classes populaires, particulièrement la population noire. Dans le même temps, les capitalistes ont vu leurs profits augmenter et leurs impôts baisser.

Joe Bien : l'autre visage de la classe capitaliste

Cependant, l'élection de Joe Biden n'est certainement pas une bonne nouvelle pour les travailleurs et travailleuses des États-Unis. Joe Biden est vieux routier de la politique. Dans les années 70, il s'est installé dans le Delaware, où il a fait sa carrière politique, en faisant de cet État le plus grand paradis fiscal des États-Unis. Dans les années 80 et 90, il a été l'un des plus grands artisans des lois pénales qui ont été responsables de l'incarcération de millions de personnes, à commencer par les Noirs, à tel point que le système pénitentiaire états-unien est souvent qualifié de nouveau système ségrégationniste. Durant ses 36 années de carrière politique, il a toujours voté pour les lois les plus violentes contre les prolétaires états-unien et les peuples du monde entier. Au cours des deux premières années de l'administration Obama, il a été responsable de l'expulsion de quelques 800 000 migrants. Il a voté pour toutes les interventions militaires, comme en Irak et en

Afghanistan. Il s'est également positionné en 2001 en faveur des lois liberticides du Patriot Act. Pas de doute : Joe Biden est bien, comme Trump, un fidèle serviteur de la classe capitaliste, sans doute un peu moins démagogue, un peu moins vulgaire, mais tout aussi violent contre les travailleurs et les travailleuses.

La remontée des luttes aux États-Unis

Ces élections, qui se sont déroulées entre deux candidats tout autant pro-capitalistes l'un que l'autre, chacun dans un style différent, ne sont qu'un aspect de la situation politique aux États-Unis. En effet, ces dernières années, les luttes s'y sont multipliées. Ce sont ces milliers d'enseignants et enseignantes qui, en février 2019, ont fait grève et obtenu des augmentations de salaires et des embauches. Ce sont également ces travailleurs et travailleuses qui, durant la crise sanitaire, ont fait grève pour exiger une véritable protection, chez Amazon, mais également à Walmart, McDonald's, Burgerville... Ce sont enfin et surtout ces milliers et milliers de jeunes, noirs mais aussi blancs et latinos, qui se sont soulevés après le meurtre de Georges Floyd par la police, et ont affronté la violence d'État dans la plupart des grandes villes du pays.

Aux États-Unis comme ici : à nous de prendre notre destin en main

Car, aux États-Unis comme ailleurs, ce n'est pas des urnes que viendra le changement. Les élections bourgeoises voient s'affronter entre eux des candidats qui, la plupart du temps, n'ont qu'un projet : servir au mieux les intérêts de la classe capitaliste. En France aussi, on entend déjà dans les rangs des politiciens bourgeois les appels à voter pour eux lors de la prochaine élection présidentielle. Mais dans le même temps, les travailleurs et travailleuses, eux aussi, reprennent le chemin de la lutte. C'est le cas cette semaine des personnels de l'Éducation nationale qui, après une semaine de grèves massives mais dispersées, ont pour la première fois depuis la rentrée, participé à une journée nationale de grève ce mardi, pour exiger de réels protocoles sanitaires et des moyens dans les établissements scolaires. C'est la voie à suivre, car c'est toujours de nos luttes que sont venus les véritables changements.

Loi « sécurité globale », circulez il n'y a rien à voir !

Les députés en marche proposent une nouvelle loi sécuritaire. L'article 24 fait polémique, la Défenseure des droits se dit préoccupée par « cette disposition qui ne doit pas entraver ni la liberté de la presse, ni le droit à l'information ». Cet article condamne de un an de prison et de 45 000 euros d'amende la diffusion d'images de policiers et gendarmes en exercice. Ce sont pourtant ces images qui révèlent au grand public les violences policières dans les quartiers populaires et les manifestations. Mais pour LAREM désormais, c'est circulez il n'y a rien à voir !

Des conditions de travail insupportables à la SOVAB !

En 2019, les salariés de la SOVAB ont assemblé 11 000 véhicules de plus qu'en 2016, avec 170 salariés de moins ! Pour obtenir ce résultat et les profits qui vont avec, Renault a largement dégradé les conditions de travail qui en deviennent insupportables. C'est ce qu'a dénoncé l'intersyndicale CGT, SUD, et CFDT dans une vidéo diffusée sur Lor'FM. La mise en concurrence des usines permet aux patrons de nous faire accepter tous les reculs sans broncher. Seule la solidarité des travailleurs, à travers les frontières, permettra d'obtenir des embauches massives ainsi qu'une juste répartition de la production et des profits.

Un plan de bataille, contre les plans de licenciements

Près de 500 plans de licenciements - hypocritement nommés Plans de Sauvegarde de l'Emploi - ont été recensés depuis le début de la crise sanitaire. Le syndicat CGT de Tui France a lancé un appel aux syndicats et aux travailleurs des entreprises et services qui licencient et suppriment des postes à se regrouper et se battre ensemble : "Sortons de nos luttes boîte par boîte et engageons le bras de fer". Le 8 novembre, une première rencontre a réuni des syndicats d'entreprises de secteurs très divers : du secteur postal au commerce, de l'aéronautique à l'automobile, du tourisme à l'énergie... Le patronat veut nous licencier séparément ? Ripostons tous ensemble !

PSA Rennes-La Janais : suppression de 500 postes de travail.

Les intérimaires sont la variable d'ajustement des patrons et vont encore en faire les frais. Ce serait la conséquence de la fermeture des concessions. Pourtant, PSA affiche une sécurité financière de 23,4 Mrd, issus des richesses créées par les travailleurs! Largement de quoi financer le maintien des emplois. Par ailleurs, PSA peut compter sur le lobbying de Luc Chatel notamment, ancien ministre de Sarkozy, aujourd'hui président de la Plate-forme automobile pour obtenir la réouverture des concessions, montrant ainsi la connivence entre le patronat et l'élite politique qui ne représente que les riches.

Grève sanitaire dans l'Education

Le protocole sanitaire est « renforcé »... Mais sans baisse des effectifs des élèves et sans renforcement des effectifs enseignants. Pour le gouvernement et le MEDEF, peu importe les risques sanitaires : les écoles doivent rester ouvertes pour que les salariés ne soient pas obligés de s'absenter du travail pour garder leurs enfants. Pour protester les enseignants se sont mobilisés dès la rentrée dans des centaines d'établissements scolaires et le mouvement de grève est devenu national mardi. Le rapport de force qui se joue dans l'éducation nous concerne tous, il s'agit d'un combat de classe, d'une lutte entre nos vies... et leurs profits.

Réquisition de la recherche

Face au Covid 19, l'Organisation Mondiale de la Santé vient de demander que l'on « retrouve d'urgence le sens du bien commun ». Concurrence entre les multinationales, compétition entre les Etats, secret des affaires et spéculation en bourse caractérisent l'économie du capital. Les grands groupes pharmaceutiques ont le pouvoir sur le futur vaccin, ils négocient depuis plusieurs semaines les commandes publiques, leurs futurs profits. Seule la réquisition de la recherche, de la production et de la distribution du futur vaccin sous contrôle des travailleurs peut assurer le bien commun.